



## DOCTORAATSONDERZOEK - DOCTORATS

HENK BYLS

### **Rester catholique en France. Une histoire de l'encadrement religieux destiné aux migrants belgo-flamands du Lillois, de Paris et des campagnes françaises (1850-1960)**

KU Leuven, Leuven, 2013. Promoteur : Jan De Maeyer.

Rester catholique en France traite du cas particulier d'un phénomène universel nommé migration. Vers 1850, un nombre croissant de Belges quittèrent leur pays, poussés par des perspectives locales peu réjouissantes ou convaincus de pouvoir trouver ailleurs de meilleures conditions de vie. Les saisonniers partaient temporairement; les migrants permanents, eux, partaient pour ne jamais revenir.

Contrairement aux Allemands ou aux Irlandais, ils choisirent rarement des contrées lointaines. La grande majorité opta pour la France, voisine la plus proche de la Belgique. Ils ne s'enfoncèrent d'ailleurs pas très loin dans le pays. La plupart s'arrêtèrent dans le département du Nord, plus précisément dans l'agglomération lilloise allant s'étoffant suite au développement de l'industrie textile. Une minorité poursuivit son voyage. Dans la plupart des cas, Paris fut leur destination, du moins au XIX<sup>e</sup> siècle. La force d'attraction de la France sur la Belgique continua à jouer au siècle suivant, mais cette fois, elle concerna moins le Lillois. Au XX<sup>e</sup> siècle, la France accueillit surtout des agriculteurs flamands. Attirés par l'espace agricole disponible, beaucoup choisirent, pendant l'Entre-deux-guerres, de s'installer dans les départements ruraux du nord. Il faudrait attendre jusqu'après la Seconde Guerre mondiale pour

voir disparaître progressivement cette force d'attraction.

La migration permanente des Belges en France fut donc un phénomène long et étalé dans le temps. Leur concentration dans le département du Nord, et plus particulièrement dans l'agglomération lilloise était la plus parlante. En 1886, près d'un habitant sur cinq y était de nationalité belge. Mais pendant longtemps, les Belges formeraient aussi, et de loin, le principal groupe d'étrangers de Paris ou des régions agricoles. La grande majorité des migrants était issue de la partie flamande du pays. Face à cet afflux important de Flamands, on s'est demandé si cette communauté s'était rassemblée autour d'une spécificité ou d'une identité précise. Car les migrants belges, en particulier les Flamands, ont pu compter pendant pratiquement tous les épisodes de l'immigration, et dans un périmètre entourant presque chaque région de destination, sur des initiatives de soutien. Dans tous les cas, celles-ci émanaient de l'Église catholique.

À l'origine de ces initiatives d'encadrement, on trouve surtout quelques diocèses qui, à partir de 1850, furent confrontés dans une mesure croissante à l'émigration de leurs fidèles. Pour l'Église, c'était là une évolution inquiétante. Les migrants partaient pour un nouvel environnement de vie. Dans le cas de la France, ils ne connaissaient pas la langue, ce qui faisait craindre qu'ils s'éloignent plus rapidement encore de l'Église. Celle-ci tenta donc de les retenir en les "suivant" temporairement ou de façon permanente et en reconstituant sur place le cadre religieux du pays d'origine, au moins dans la mesure du possible. Ces initiatives permanentes étaient généralement connues sous le nom





d'“Œuvres des Flamands”. En 1857, une organisation de ce type fut fondée à Roubaix sous l'impulsion des frères mineurs belges. D'autres œuvres d'encadrement suivirent. L'Œuvre des Flamands de Paris vit le jour en 1862 à l'initiative du diocèse de Gand. Les rédemptoristes belges (1864) et plus tard les frères mineurs (1868) gèrent une institution semblable à Lille-Wazemmes. Les rédemptoristes belges avaient déjà été actifs en France auparavant et possédaient des maisons à Douai (1851), Dunkerque (1854) et Boulogne-sur-Mer (1855). Ces initiatives étaient elles aussi placées sous le signe de l'immigration belge. Au XX<sup>e</sup> siècle, des organisations analogues furent mises sur pied pour d'autres groupes cibles, dont les agriculteurs flamands furent le principal. Contrairement aux paroisses, ces œuvres recrutaient la plupart du temps non pas sur base du territoire ou du lieu de vie, mais sur base de la dénomination et de la provenance. C'est même dans cette exclusivité qu'elles trouvaient leur raison d'être. Ce large éventail d'initiatives destinées aux migrants et guidées par une conviction ou une préoccupation religieuse a été au centre de cette recherche. Nous l'avons étudiée dans les trois zones de destination les plus importantes à savoir le Lillois, la ville de Paris et les régions agricoles.

La particularité du Lillois réside bien entendu dans sa proximité avec la frontière. Les initiatives d'encadrement y apparurent en même temps que le flux migratoire belge, c'est-à-dire entre 1850 et 1880. Quant au Lillois, on a dû constater que ces initiatives ne pouvaient pas être toutes associées à la réalité migratoire. La politique pastorale du diocèse de Cambrai, à laquelle des acteurs religieux belges collaborèrent volontiers, est

tout aussi importante pour expliquer leur présence. La venue des rédemptoristes belges à Douai n'avait par exemple rien à voir avec l'immigration, mais était liée au manque d'instituts religieux apostoliques (masculins) dans la région. Et, de même, les frères mineurs belges entamèrent leur mission de Roubaix dans le désir de rassembler aussi bien des Français que des Belges. Nous pouvons donc parler d'un espace franco-belge dans lequel les pratiques pastorales et les fonctions idéologiques sont en harmonie. Cependant, les instituts religieux vont être progressivement contraints par les autorités nationales à penser eux aussi en termes de nation. C'est précisément dans ce champ de tensions que l'Église commença à s'intéresser au migrant. Sous l'angle de la réalité migratoire, c'est l'œuvre de Lille-Wazemmes qui s'adresse le plus exclusivement au public cible des Flamands. En ce sens, elle est dans le Lillois l'une des rares initiatives ecclésiastiques qui puisse être considérée comme une association exclusivement pour migrants flamands.

L'histoire de l'“Œuvre des Flamands” à Paris comme association urbaine apparaît *a posteriori* assez triste. Les Flamands ne furent rassemblés que de façon limitée et l'Œuvre n'eut jamais de réelle prise sur l'immigration parisienne. Le désintérêt des migrants pour la religion n'était pas seul en cause. L'Œuvre imaginait en effet bien plus un besoin qu'elle ne répondait à certaines demandes. La particularité de l'espace fut déterminante dans cet échec. Paris était une métropole et les migrants, par nature mobiles, y étaient plus mobiles encore. En dix ans à peine, un schéma d'établissement à première vue stable se changeait en une tout autre réalité sociale. La mobilité des migrants semble du reste avoir complètement échappé





à l'Œuvre des Flamands". La ville représentait rarement une destination finale et les migrants s'établissaient rarement définitivement dans le faubourg Saint-Antoine, où l'Œuvre s'était installée. En se tournant à nouveau vers la campagne à travers les saisonniers, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Œuvre des Flamands" renoua avec une activité plus familière.

Bien que l'Église de Belgique se soit rapidement intéressée à l'émigration permanente des agriculteurs belges en France, il faudrait longtemps avant qu'elle ne mette sur rail une action concertée. Un revirement se produisit enfin en 1926. La fondation de la Ligue agricole belge (plus tard Union agricole belge), autrement dit du *Boerenbond* en France, fut déterminante. L'organisation atteignit les fermiers flamands dans les différents départements agricoles et les relia par le biais d'activités pastorales, d'un journal et de services socioéconomiques. Tout indique que les aumôniers étaient particulièrement proches des affiliés. Ils aimaient leur travail et la participation des fermiers aux diverses activités suggère un lien réciproque. Contrairement à un district industriel comme Lille ou à une grande ville comme Paris, les régions agricoles permirent à l'initiative d'encadrement de se montrer réellement efficace, du moins en ce qui concerne les Flamands qui adhérèrent à l'UAB. Or, lentement mais sûrement, l'impact de l'UAB allait se réduire. Deux événements précipitèrent cette évolution. Les problèmes de la Caisse d'épargne centrale du *Boerenbond* signèrent la fin des activités économiques de l'UAB. Un deuxième tournant se dessina peu après, avec la Seconde Guerre mondiale. L'UAB ne sortit pas intacte du conflit et, entre 1944 et 1952-1953, elle traversa des temps difficiles. Les aumôniers se faisaient vieux et

devaient être remplacés. Pendant et après la guerre, les fermiers flamands gagnèrent aussi en indépendance. Cette perte de terrain ne fut pourtant pas synonyme de déclin brutal. L'UAB était en tant qu'organisation suffisamment forte pour survivre quelques décennies de plus, à la fois sur le plan pastoral et sur le plan social. Cela indique en soi que ses membres continuaient à s'identifier fortement avec leur pays d'origine.

Toutes les œuvres d'encadrement en France eurent ceci de typique : elles étaient dirigées et gérées par des *non-migrants*. Dans la plupart des cas, ce personnel était envoyé temporairement sur place. Il se créait donc un champ de tension entre deux cadres de référence. D'une part, celui du migrant, qui vivait dans un cadre de référence partagé; de l'autre, celui de l'œuvre d'encadrement, qui avait son centre de gravité dans le pays d'origine.

Une bonne partie du discours s'adressait donc également aux vis-à-vis des migrants, restés en Flandre. Considérés comme des émigrés potentiels, ceux-ci avaient surtout droit à un discours dissuasif. Une telle stratégie de dissuasion fut par exemple utilisée après la Première Guerre mondiale avec les agriculteurs flamands. En dépit des possibilités que la France offrait en tant que région agricole, des périodiques comme *De Boer* refusaient obstinément de la considérer comme une destination possible pour les paysans en quête de terre et d'une ferme. À propos des fermiers déjà partis, on ne rapportait au public local que des difficultés et des problèmes. En ce qui concerne l'émigration agricole – décision qui dans la plupart des cas avait mené à une amélioration des conditions de vie matérielles





– il fallut attendre jusqu'aux années 1960 pour que l'on parle sans réserve d'histoire positive. En tant que réussite, ce discours ne cadrerait également pas avec la façon dont les responsables des œuvres préféreraient voir l'émigration de Flamands à l'étranger. Selon eux, à la base du phénomène il y avait le besoin, la pauvreté, la misère et la négligence de l'État belge. L'émigration était en ce sens une composante essentielle du discours sur la "Pauvre Flandre", lequel fut composé de façon sélective en fonction des publics envisagés.

